

Bernard Gauthier, un grand du judo

L'Union panaméricaine de judo comprenant 55 pays vient d'introniser un judoka de chez nous à son Temple de la renommée.

Il y a quelques semaines, lors du championnat panaméricain qui s'est tenu à Montréal, les membres du comité exécutif de l'UPJ ont reconnu la valeur et l'apport fait au Judo en Amérique par le judoka Bernard Gauthier (1926-87).

Lors d'une cérémonie spéciale, le président Jaime Casanova a remis à la famille Gauthier un certificat d'honneur et de reconnaissance pour l'énorme contribution faite par Bernard Gauthier pour l'initiation et l'essor du Judo en Amérique.

Bernard Gauthier a été le premier professeur de judo et de ju jitsu de la région. Initié dès 1940 avec des professeurs itinérants et des visiteurs étrangers. Il donne ses premières leçons aux élèves du secondaire de l'Académie Sainte-Marie d'Ottawa. Première ceinture noire du maître Shimezu, attaché culturel de l'ambassade du Japon, il se lance dans l'enseignement du judo avec enthousiasme. Il entreprend de faire du judo une école de vie. Il enseignera tour à tour aux étudiants de l'Université d'Ottawa, aux policiers de Hull, aux gardes provinciaux de chasse et pêche, à des membres de la Gendarmerie royale, dans les Forces Armées et plusieurs sociétés de protection.

Le rayonnement de Bernard Gauthier dépasse vite l'Outaouais et son influence se retrouve dans l'ouverture de nombreuses écoles de judo en Ontario et ailleurs au Québec. De la Gaspésie en passant par le Lac Saint-Jean, Sherbrooke, Montréal, Ottawa, Brockville, Kingston, Toronto et Hamilton, les judokas apprennent les techniques fondamentales et le respect d'autrui.

En 1949 Bernard Gauthier sent le besoin de rassembler les judokas canadiens sous une seule

bannière, il fonde la Fédération canadienne de judo. Autour de lui, se rassemble nombreux professeurs et instructeurs d'arts martiaux. C'est lui qui ouvre la première école privée de judo de la région sous le vocable Kano Judo Club en l'honneur du fondateur du judo Kodokan.

Poursuivant son rêve de voir un judo universel et accessible à tous, il s'entoure de collaborateurs japonais et étrangers. Des démonstrations publiques, des tournois, des colloques éducatifs sur le judo et ses mérites se multiplient. L'enseignement du judo prend forme et des affiliations de clubs, associations et écoles apparaîtront un peu partout à travers le pays. Il sera le président de la fédération de 1949 à 1959. Bernard innove, il enseigne aux aveugles de l'Institut canadien et mérite une attention spéciale sur la scène internationale. Il écrit un premier livre canadien sur les techniques et produit des films d'instructions qui seront diffusés un peu partout dans le monde.

En 1952, Bernard participe à la création de l'Union panaméricaine de judo.

Dans les années 1950, il participe à plusieurs compétitions d'envergure au Brésil, à Cuba et aux États-Unis. Il sera notre premier Canadien à participer aux premiers championnats panaméricains. Il représentera le Canada aux premiers Championnats du monde, au Japon en 1956.

La carrière de Bernard Gauthier s'étend sur 40 ans de judo actif, de dévouement et de courage. Récipiendaire des trophées Éva Perron, Gil-O-Julien, et du Temple des bâtisseurs de Judo Québec pour ses efforts et son altruisme, voilà que l'Union panaméricaine de judo lui rend l'ultime hommage de le compter parmi les rangs de ses idoles et légendes.

Ronald Désormeaux,
Ottawa

Un collaborateur de talent

J'aime cette collaboration spéciale de Gwynne Dyer. Grand merci *Le Droit!*

Et j'ai aimé plus particulièrement son article de l'Édition week-end 16 et 17 juin. Ses exposés sont concis, factuels, digérables, agréables à lire même, dirais-je. Bravo!

Qui de l'Inde ou des États-Unis se serait fait avoir en signant cet accord de coopération militaire maintenant? Je savais les Indiens plutôt intelligents, débrouillards, mais désintéressés, ça, jamais! L'Inde se serait-elle «fourvoyée» cette fois cependant, en s'imaginant une Chine de passer outre à cet affront que serait leur copinage avec l'Oncle Sam, et croire à une visite de simple courtoisie du premier ministre chinois Wen

Jiabao à New Delhi en avril 2005. Pure pensée magique que d'oser seulement prétendre y croire: quand plus d'un siècle des prétentions/revendications chinoises au territoire de l'Arunchal Pradesh n'auraient encore rien donné de ce qui pourrait s'apparenter à un semblant de règlement du litige!

L'Oncle Sam en bon stratège militaire qu'il est, se serait dit qu'une association de coopération militaire technologique avec l'Inde serait une bonne affaire sans doute. Or, il appert qu'aujourd'hui que les relations sino-indiennes commencent de se détériorer... selon cet article de Gwynne Dyer. L'Inde aurait-elle omis d'examiner tous les tenants et aboutissants?

Lucie Dumouchel,
Gatineau

Les Palestiniens au Liban: la vérité oubliée...

Depuis que les événements du Liban Nord ont commencé, l'ensemble de la presse met de l'avant le « malheur » des réfugiés palestiniens et tout ce qui se passe aux alentours est la faute aux autres. Si ce n'est pas Israël, c'est le clan chrétien libanais. Aujourd'hui, un nouveau « bourreau » semble être ajouté: l'État libanais! Or, pour mieux comprendre la réalité, un petit retour en histoire s'impose.

Au Liban, la présence palestinienne remonte aux premiers affrontements entre Israéliens et Arabes en 1948 où un nombre élevé de ressortissants arabes habitant la Palestine de l'époque s'était réfugié. D'autres avaient choisi la Jordanie et la Syrie et quelques autres pays du Golfe arabo-persique. Or, la création de l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP) et les mouvements de guérilla palestinienne ont débuté après la défaite de 1967 où Yasser Arafat avait décidé de mener sa bataille «de libération» à partir des pays où les Palestiniens s'étaient réfugiés. Pour cela, il fallait que ses hommes soient armés et outrepassent les lois des pays hôtes! Deux pays voisins d'Israël pouvaient remplir ce critère: le Liban et la Jordanie. Un troisième pays, la Syrie représentait également une possibilité, mais la présence armée palestinienne et celle des réfugiés n'étaient pas suffisamment libres pour une quelconque attaque. D'ailleurs, le président syrien de l'époque Hafez al-Assad, père de l'actuel président syrien, avait un tout autre plan pour les Palestiniens. C'est ainsi qu'il orchestra depuis le début avec la connivence obligée d'Arafat toute une série d'attentats pour déstabiliser aussi bien la Jordanie et le Liban, deux pays dont Assad ne reconnaissait pas l'indépendance.

LE PLAN MACHIAVÉLIQUE

Le Liban, seul pays arabophone dont l'Islam n'est pas religion d'État et dont le président est chrétien, causait un émoi pour l'ensemble des dirigeants arabes de la région. Il est le seul à avoir refusé de se joindre aux autres pays arabes contre Israël après qu'il ait signé un armistice en 1948.

Assad voyait alors en lui une excellente base d'attaque contre les intérêts israéliens et américains. Il poussa donc le Liban vers l'abysse en y exerçant une pression afin qu'il accepte les accords du Caire en 1969. Ces accords interdisaient à l'État libanais d'entrer dans les camps de réfugiés palestiniens qui devenaient de facto sous la juridiction de l'OLP et, bien entendu, indirectement de la Syrie. De plus, les combattants palestiniens pouvaient désormais lancer des attaques

contre Israël à tout moment sans rendre compte à l'État libanais, créant ainsi plusieurs mini-États à l'intérieur de l'État libanais.

Les attaques perpétrées par les combattants de l'OLP contre le nord d'Israël menaient droit à une réplique israélienne, ramenant ainsi le Liban dans la zone de l'insécurité continue. Depuis le sud était devenu une zone dangereuse pour les soldats de l'armée libanaise, souvent kidnappés, humiliés et tués pas les Palestiniens d'Arafat.

En septembre 1970, les des activités terroristes et sur

n'a jamais été faite de nombreux massacres de villageois, de vieillards, de femmes et d'enfants libanais par les combattants «réfugiés» palestiniens durant des années et même jusqu'à aujourd'hui.

À titre d'exemple, mentionnons les massacres des villages chrétiens de Damour et de Jieh en 1978. D'ailleurs, de nombreux Canadiens d'origine libanaise, rescapés des massacres, ont des choses à dire...

Quant à Sabra et Chatila, n'est-il pas étrange qu'Élie Hobeika, la personne qui a ordonné le massacre contre les innocents Palestiniens se soit avéré un double agent syrien? À qui donc la faute? L'histoire le dira.

Aujourd'hui, les combats du camp de Nahr el-Bared au Nord du Liban et les multiples assassinats de Libanais toutes confessions confondues n'est qu'un triste rappel de ce qui



AGENCE FRANCE PRESSE

Le ministre sortant de la défense nationale israélienne Amir Peretz est accusé d'incompétence dans la conduite de la guerre au Liban. Il a réuni hier les chefs de l'armée et de la sécurité pour discuter de la réponse de l'État hébreu aux roquettes.

ordre d'Hussein de Jordanie, les bédouins du roi massacrent les miliciens palestiniens et les obligent à quitter le pays... vers le Liban. C'est «Septembre noir».

VENGEANCE

C'est alors que les Palestiniens se vengèrent du Liban. En 1973, l'armée de l'air libanaise bombarde les positions des combattants palestiniens mais succombe à la pression de la Ligue arabe qui obligea le Liban à arrêter son armée. Ce fut la fin de l'État libanais. En 1975, les Palestiniens s'attaquent aux Chrétiens libanais et la guerre dite «civile» libanaise débuta, alors qu'en réalité, elle était entre Chrétiens et Palestiniens, ces derniers dans le but d'évincer les Chrétiens du Liban.

Aussi regrettables que les massacres des camps Sabra et Chatila soient, aucune mention dans les médias occidentaux

s'était passé en 1973 et qui a abouti en 1975 à la dislocation du Liban. La question mérite d'être posée: pourquoi les Palestiniens des camps ont permis à un groupuscule terroriste d'y établir sa base fortifiée? Pourquoi n'entrent-ils pas en conflit armé contre ces derniers, donnant ainsi un signe de coopération à l'État libanais? Pourquoi les Palestiniens doivent toujours être fortement armés au Liban alors que le président palestinien cherche à négocier la paix avec Israël? N'est-ce pas une répétition de 1973? Et si l'armée libanaise arrêtait son offensive contre ce camp, que se passerait-il? La réponse est simple: une répétition de 1975... mais cette fois-ci, l'avenir du Liban sera incertain dans sa formule actuelle.

Alain-Michel Ayache,
Département de
Science politique,
Université du Québec à Montréal